

mettre aux ouvriers de déverser leur lutte contre l'Etat, mais puisque leurs organisations s'allièrent immédiatement avec la Généralité, cela était impossible, sous peine de se dresser contre la C. N. T., l'U.G.T., etc. Il est donc vain de bavarder à leur sujet de dualité de pouvoir avec l'Etat de la Catalogne. Il est évident que ni à Valence, ni à plus forte raison à Madrid, nous retrouverons ces formes d'interventions ouvrières. Mais la place nous manque pour examiner de plus près les initiatives ouvrières dans ces deux centres.

Avant de reprendre l'analyse des événements, nous voudrions encore dire quelques mots au sujet du problème agraire. Certes, dans ce domaine, se sont produites de nombreuses innovations. En Catalogne a été décrétée la « syndicalisation » obligatoire de diverses activités agricoles (vente des produits, achat du matériel agricole, assurances, etc.) D'autre part, il est évident qu'après le 19 juillet, les rabassaires (petits propriétaires) se sont déchargés d'une série de rentes et de redevances, alors que là où les terres appartenaient à des propriétaires suspects de sympathie envers le fascisme, l'on est passé à un partage sous l'égide des comités antifascistes. Mais, dans la suite, le Conseil de l'Economie d'abord, le Conseil de la Généralité d'octobre ensuite, se sont mis au travail pour encadrer ces initiatives et les diriger vers les besoins de l'économie de guerre que l'on mettait en marche.

Le 11e point du programme du Conseil Economique disait déjà, au mois d'août : « collectivisation de la grande propriété agraire qui sera exploitée par les syndicats de paysans avec l'aide de la Généralité... » (souligné par nous : N.D.L.R.). Dans la suite, et plus particulièrement en septembre et en octobre, le mot d'ordre de la C.N.T. et des autres organisations fut : « Nous respectons la petite propriété paysanne ». Paysans, remettez-vous au travail ! Enfin, l'on s'élèvera contre la collectivisation forcée et la Conseillerie de l'Agriculture veillera à

#### LE MASSACRE DES OUVRIERS

Pendant le mois d'août, la ruée vers les fronts territoriaux se poursuit, au milieu de l'enthousiasme des prolétaires. « Nous menaçons Huesca, nous marchons triomphalement sur Saragosse, notre en-

rassurer les paysans qui seront simplement encadrés dans des mesures générales concernant la vente des produits et l'achat de matériel, alors que l'on mettra clairement en évidence que « la collectivisation de la terre devait se limiter aux grandes propriétés agricoles confisquées ». Pour ce qui est de la province de Valence, ici aussi l'on tendra, après le reflux des événements, à constituer plutôt des comités d'exportation des oranges, du riz, des oignons, etc., alors que les terres appartenant à des propriétaires fascistes seront confisquées par les paysans qui maintiendront un caractère collectif aux exploitations par suite des nécessités mêmes de la culture (problème de l'irrigation).

A Madrid, Uribe, le ministre communiste de l'Agriculture, lancera un décret au mois d'octobre où il spécifiera « qu'est autorisée l'expropriation sans indemnisation et en faveur de l'Etat, des propriétés agricoles, quels que soient leur étendue et leur type appartenant, au 18 juillet 1936, aux personnes naturelles ou juridiques qui sont intervenues de manière directe ou indirecte dans le mouvement insurrectionnel contre la République ».

Rien d'autres, en substance, que des mesures de guerre, que, dans tout Etat bourgeois, l'on prend contre les « ennemis ». La seule différence, c'est que les Uribe et consorts devront tenir compte de l'intervention des masses paysannes qui ont été bien plus loin après le 19 juillet que leurs décrets. Mais, même en admettant qu'une « révolution agraire » se soit effectuée en Espagne, il faudrait prouver que c'est là l'axe de la situation et non le renforcement de l'Etat capitaliste dans les villes qui rend précisément illusoire tout bouleversement profond et durable des rapports économiques et des bases de l'agriculture dans un sens révolutionnaire. Nous ne pensons pas en finir avec tous ces problèmes par la brève énonciation que nous devons nous borner à effectuer ici. Dans d'autres études, nous les approfondirons, documentation à l'appui.

« cerclement de Teruel s'effectue ». Tels seront les leit-motifs que les prolétaires entendront, répétés par toutes les organisations, pendant deux mois. Mais, parallèlement, chaque organisation interviendra

pour substituer, aux initiatives des ouvriers à l'arrière-front, les initiatives et décisions prises en commun.

Le 19 août, le Poum interviendra avec un éditorial dont le motif central sera : « Les organes réguliers, créés par la Révolution même, sont les uniques organes chargés d'administrer la justice révolutionnaire. »

A peu près à cette époque, l'Espagne Antifasciste, édition de Barcelone, publiera une interview de Companys où celui-ci mettra en évidence que la C. N. T. et la F. A. I. sont aujourd'hui les représentants de l'ordre et que la bourgeoisie catalane n'est pas une bourgeoisie... capitaliste mais humanitaire et progressiste (1).

Le 22, sous le signe de « Hasta el fin » s'organisera l'expédition vers Majorque où seront jetés dans l'aventure des milliers d'ouvriers catalans dont une grosse partie devra, par la suite, être évacuée

(1) « ... Question : Est-ce que le rôle quotidien prépondérant de la C.N.T. en Catalogne ne serait pas nocif au gouvernement démocratique ? »

Réponse de Companys : Non. La C.N.T. prit sur elle les devoirs abandonnés par les bourgeois et les fascistes en fuite : elle établit l'ordre et défend la Société... Elle est maintenant la Force, la Légimité, l'Ordre.

Question : Ne craignez-vous pas que le prolétariat révolutionnaire ayant écrasé le fascisme exterminer à son tour la bourgeoisie ?

Réponse : N'oubliez pas que la bourgeoisie catalane diffère de la bourgeoisie de certains pays démocratiques d'Europe. Le capitalisme est mort, entièrement mort. Le soulèvement fasciste était son suicide. Notre gouvernement, bien que bourgeois, ne défend pas des intérêts financiers d'aucune sorte : il défend les classes moyennes. Aujourd'hui nous marchons vers un ordre prolétarien. Nos intérêts en auront peut-être à pâtir quelque peu, mais nous nous sommes donnés comme devoir d'être utiles encore dans le processus de la transformation sociale. Nous ne voulons pas donner des privilèges exclusifs aux classes moyennes. Nous ne créons le droit démocratique-individuel, sans contrainte sociale ou économique. »

(Interview donnée le 21 août par Companys au « New-Chronicle » et reproduit par « La Vanguardia » de Barcelone, organe du gouvernement Catalan, ainsi que par l'Espagne Antifasciste, organe de la C.N.T.-F.A.I., le 1er septembre.)

vers Barcelone dans le silence le plus complet de tout le front antifasciste. Cette expérience, qui prouvera clairement la volonté de la bourgeoisie « humanitaire » de la Catalogne de jeter les prolétaires dans des massacres militaires trouvera sa répercussion dans une plus grande liaison entre le comité de guerre du C. O. des milices et le département de guerre de la Généralité.

Le 25, l'aggravation de la situation militaire se répercutera dans les rapports entre les diverses organisations. Le Poum s'en fera l'écho en demandant que la cordialité des miliciens au front s'exprime aussi à l'arrière-garde. A la C. N. T., le Poum dira que la convergence est complète entre l'élan révolutionnaire de cette dernière et le sien et que l'unité d'action des masses doit être maintenue à tout prix.

Mais, dès le 25, la « Solidaridad Obrera » écrira qu'à son dernier plenum la C. N. T. a adopté des accords conduisant au désarmement de 60 p.c. des miliciens appartenant aux différents partis. Ceux-ci appliqueront eux-mêmes ces mesures sans quoi la C. N. T. se chargera bien de les faire adopter par ses propres moyens. Le mot d'ordre central du Plenum était : toutes les armes au front.

La C. N. T. faisait ainsi comprendre que, pour elle, la lutte violente à l'arrière — dans les villes — était bien terminée et qu'il ne restait plus qu'un front où les ouvriers devaient se battre : le front militaire.

Tous les partis partageront cette façon de voir car, le 29, était publié un décret du C. O. des milices : ceux qui possèdent des armes doivent les remettre immédiatement ou se rendre au front. Companys put, dès lors, se frotter les mains avec satisfaction.

En même temps se précisera la comédie de la non-intervention. Tous les Etats capitalistes et la Russie soviétique, se mettront d'accord pour faciliter l'envoi d'armes puissantes à Franco et l'expédition de colonnes d'ouvriers étrangers à Companys et Caballero. Tous les Etats veilleront à intervenir en Espagne pour activer le massacre des prolétaires selon l'accord de « non-intervention ». L'Italie et l'Allemagne fourniront des armes à Franco, Blum facilitera la formation de « légions étrangères prolétariennes » (30-